

## ADRESSE AUX AGENTS DE LA DGFIP



# NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE ! TOUS EN GREVE LE 11 OCTOBRE !

La Direction nationale de la CGT Finances publiques réunie à Montreuil les 14, 15 et 16 septembre a consacré une large part de ses travaux à l'examen de la situation économique et sociale de cette rentrée 2011.

Celle-ci est placée sous le signe des politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements des pays européens qui entendent une nouvelle fois faire payer la crise aux peuples et particulièrement aux salariés.

Le seul but poursuivi est de venir à la rescousse des marchés financiers, pourtant seuls responsables de cette crise financière qui se développe depuis 2008. Il s'agit de répondre aux attentes des affairistes et actionnaires dont la seule préoccupation est la recherche d'accroissement de leurs profits financiers.

Pour cet objectif, les gouvernements mobilisent l'argent public au service des intérêts égoïstes de cette caste de privilégiés contre l'intérêt général. Les salaires, l'emploi stable, les politiques de solidarité sociale, les services publics et les agents qui les font vivre au quotidien sont considérés comme source de dépenses excessives qui doivent être réduites. Cela impacte le sort de millions de salariés du privé comme du public, de retraités, de privés d'emplois qui risquent de connaître un nouvel épisode important de la dégradation de leurs conditions de vie.

Les choix faits en cette rentrée par Sarkozy et son gouvernement sont de cette veine particulièrement avec :

- ✓ la hausse de la taxation des mutuelles qui sera répercutée sur leurs adhérents,
- ✓ la hausse des prélèvements sociaux (CSG)
- ✓ la hausse des taxes sur la consommation (tabac, alcool, autres boissons)

Dans le même temps, la contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités : 200 millions d'€ alors que la baisse de l'ISF leur a fait gagner plus de 2 milliards d'€ et le bouclier fiscal leur a fait bénéficier de 679 millions d'€ pour la seule année 2009.

L'objectif de la recherche d'équilibre budgétaire est agité devant les populations comme un hochet pour rechercher l'adhésion populaire aux politiques d'austérité. La règle d'or vise à la condamnation des peuples ad vitam eternam à ces politiques.

Mais la supercherie est de taille car si la question des dépenses publiques est mise en exergue, jamais les questions de l'utilité sociale de ces dépenses, de l'investissement social sur le long terme (l'éducation par exemple), pas plus que celle de l'insuffisance de recettes ne sont posées.



Syndicat national CGT Finances Publiques

● Case 450 ou 451-263 RUE DE PARIS 93514 MONTREUIL CEDEX

● dgfp@cgt.fr

● www.financespubliques.cgt.fr

Filière fiscale ● Tél. : 01.48.18.80.16

Filière gestion publique

● Tél. : 01.48.18. 81.56



Or ce qui marque les politiques libérales c'est bien l'immense gâchis social lié aux cadeaux fiscaux faits aux plus riches ( bouclier fiscal, abaissement de l'ISF ) et autres subventions aux entreprises sans contrôle ni obligation de retour d'efficacité sociale et économique.

A la DGFIP, les logiques à l'œuvre dans le cadre de la fusion s'inscrivent dans cette démarche. La mise en œuvre de l'intéressement, la prime de fonction et de résultats, la poursuite des suppressions massives d'emplois ainsi que les licenciements d'agents non titulaires sont des mesures dont il est attendu des économies substantielles qui se font sur le dos des agents.

Les suppressions d'emplois annoncées une nouvelle fois comme un axe fort des choix d'austérité de la politique gouvernementale génèrent des situations de plus en plus insupportables dans les services en termes de dégradation des conditions de vie au travail et de qualité d'accomplissement des missions .

Les agents de la DGFIP avec les autres salariés ont donc toutes les raisons d'exiger la mise en œuvre d'autres choix que ceux qui les promettent à une vie toujours plus difficile sur le plan personnel, familial et professionnel. La satisfaction des revendications qu'ils portent dans les luttes sociales fait partie intégrante des changements d'orientation nécessaires.

Plusieurs échéances sont dans le paysage de cette rentrée qui doivent susciter l'engagement résolu du plus grand nombre :

- ✓ **Le jeudi 6 octobre 2011, Les organisations syndicales de retraités appellent à participer massivement aux manifestations qui se dérouleront sur les questions de la perte d'autonomie et du pouvoir d'achat des pensions ;**
- ✓ **Le 11 octobre journée nationale d'action interprofessionnelle.**

Dans un tel contexte les élections professionnelles du 20 octobre prochain s'annoncent aussi comme un moment important des mobilisations nécessaires. Le vote massif en faveur des candidats de la CGT finances publiques y marquera la volonté des agents de la DGFIP de se doter de représentants efficaces et déterminés à défendre les intérêts individuels et collectifs des personnels.

**La Direction nationale de la CGT Finances Publiques appelle les agents à affirmer, par leur participation, à tous ces rendez vous leur refus de la dégradation de leur conditions de vie et de travail ainsi que leur exigence de satisfaction de leurs revendications.**

**Elle appelle les personnels à participer à la grève du 11 octobre et aux manifestations organisées.**

***Tous ensemble, refusons de payer leur crise !***

***La solution, c'est la satisfaction des revendications !***

**TOUS EN GRÈVE LE 11 OCTOBRE !**

*Montreuil, le 20 septembre 2011*